

DIPLOMATES ALGÉRIENS OTAGES AU MALI

Les assurances de Medelci

Le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a assuré, hier, en marge de la cérémonie d'inauguration de l'exposition «50 ans de diplomatie : mémoires et réalisations», qui se tient à la Safex jusqu'au 23 courant, que les efforts se poursuivent pour préserver les vies et assurer le retour sains et saufs au pays des diplomates algériens otages au Mali.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Sur ce dossier, le chef de la diplomatie algérienne est resté, il faut le dire, très circonspect. A la question, récurrente, il a opposé une déclaration qui laisse toujours grande l'interrogation sur la situation des quatre membres de la mission consulaire à Gao, enlevés le 5 avril dernier et faits otages depuis quelque part dans le nord du Mali.

«Les efforts se poursuivent pour préserver leurs vies et pour assurer leur retour sains et saufs au pays», s'est limité à dire Medelci, qui s'exprime sur les otages après un long silence.

Le ministre des Affaires étrangères, dans son allocution d'ouverture à l'exposition, prononcée

devant un paterre de diplomates accrédités à Alger et des membres du gouvernement, a eu à rendre hommage au courage des diplomates. «Nos pensées vont également vers nos frères qui vivent, avec un courage qui n'a d'égal que leur amour envers la patrie, des moments douloureux, otages de groupes terroristes. Nous leur exprimons toute notre solidarité et assurons leurs familles ainsi que la grande famille des affaires étrangères et le peuple algérien que tout est mis en œuvre pour leur retour sains et saufs.»

La dernière nouvelle rassurante qui a été diffusée est leur apparition dans une vidéo mise en ligne par un site mauritanien et dans laquelle ils imploraient les autorités

algériennes à accélérer leur libération en accédant à la demande de leurs ravisseurs. C'était bien avant que l'armée française n'intervienne au Mali et mène la traque aux groupes terroristes dans le nord du pays. Il faudra noter aussi que l'annonce de l'exécution d'un des quatre otages encore détenus par le Mujao n'a jusqu'aujourd'hui été ni confirmée ni infirmée par la diplomatie algérienne.

Hier encore, Medelci n'a rien dit à ce sujet. Son propos à l'occasion de l'inauguration de l'exposition a été dédié au parcours de la diplomatie algérienne depuis l'indépendance. Une diplomatie active et efficace. Quant au choix de la date du 18 mars pour inaugurer l'exposition, Medelci dira qu'il n'est pas fortuit. La date coïncide avec la signature des accords d'Evian en 1962 «qui ont scellé, dans la négociation, ce que la révolution de Novembre a réalisé comme sacrifices suprêmes». Selon le chef de la diplomatie algérienne, l'exposition n'a pas vocation d'établir le



Photo : Samir Sid.

Medelci très circonspect.

bilan exhaustif des réalisations de la diplomatie algérienne mais juste en fournir les repères essentiels. Des repères qui sont mis à la dis-

position du public à travers l'écrit, l'image et le son. C'est le contenu de l'exposition.

S. A. I.

AU LENDEMAIN DE L'ANNONCE DE MESURES FACE AUX RAPTS D'ENFANTS

La société civile mitigée

Opportunes mais pas suffisantes. C'est le constat établi par des acteurs de la société civile après les mesures annoncées par le gouvernement en réaction aux rapt des enfants. Personnalités opérant dans le champ de la défense des droits des enfants, parents et avocats attendent de voir les mesures prises effectivement traduites sur le terrain et insistent sur l'instauration d'un véritable mécanisme d'alerte.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le gouvernement riposte face à la grogne de la rue qui non seulement réclame un châtimement exemplaire pour les assassins de Haroun-Zaki et de Brahim mais également des mesures pour protéger les enfants des prédateurs. Les mesures annoncées dimanche à l'issue d'un conseil interministériel consacré ne laissent pas indifférents société civile et parents. Le professeur Mustapha Khiati,

président de la Fondation pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (FOREM) salue la réunion tenue par plusieurs membres du gouvernement mais a cependant quelques regrets. «Je salue la tenue de cette réunion consacrée à la situation des enfants. J'aurais souhaité cependant qu'une telle réunion se tienne bien avant et traite de tous les problèmes liés à l'enfance et non pas seulement à l'épiphénomène du kidnapping», dit-il.

Commentant les mesures annoncées, le Pr Khiati estime que «les mesures annoncées sont rationnelles et importantes puisqu'elles prennent en compte aussi bien le volet juridique que celui de la sensibilisation et de la prévention. On aurait cependant aimé que la société civile soit consultée pour que des avis soient donnés à ce sujet. Nous avons beaucoup d'idées à proposer, les parents également. Nous espérons une rapide mise en place de ces mesures avec une grande implication du mouvement asso-

ciatif». Pour sa part, Maître Nadia Aït-Zaï, avocate et présidente du Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme, commentant les informations faisant état du durcissement des lois en direction des auteurs de meurtres d'enfants, estime que «les peines prévues par la loi sont déjà assez sévères, il suffit de les appliquer en fonction de la gravité de l'acte et des circonstances dans lesquelles il a lieu.

C'est bien qu'il y ait un débat général mais les juges doivent d'abord appliquer les peines en allant vers les peines les plus sévères pour ce genre d'infractions. Le code pénal donne déjà cette possibilité».

Maître Aït-Zaï estime que le débat doit être plus profond et affirme que «ce qu'il faut, c'est la mise en place d'un véritable mécanisme d'alerte pour que dans les heures qui suivent un enlèvement, les services concernés puissent déclencher les recherches. Le procureur doit être par

exemple tout de suite en contact avec les médias. D'autres pays ont déjà expérimenté ce mécanisme à l'exemple de la France, du Canada ou des Etats-Unis, il suffit de s'en inspirer». Président de la Fédération des associations des parents d'élèves, Ahmed Khaled pour sa part revendique une «application rapide des mesures annoncées» car, dit-il, «l'angoisse des parents est telle, qu'ils ne pourront pas se suffire de promesses» et d'ajouter : «L'installation de policiers aux abords des écoles ne peut être suffisante. Les enlèvements ont lieu dans les espaces publics, dans la rue. Le ministère de l'Education doit prendre ses responsabilités également en mettant en place des surveillants qui puissent seconder les policiers pour surveiller les enfants sans oublier le volet sensibilisation qui doit toucher aussi bien les enfants que les parents. Il faut instaurer une forme de solidarité qui favorise le signalement de tout acte suspect.»

N. I.

MESURES PRATIQUES RELATIVES À LA GESTION DE L'EMPLOI DANS LES WILAYAS DU SUD

Tayeb Louh implique les inspections du travail

La réunion des inspecteurs du travail qui s'est tenue hier au siège du département du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale était une occasion pour Tayeb Louh de commenter longuement les mesures pratiques portant la mise en œuvre de l'instruction gouvernementale du 11 mars dernier. Selon lui, la gestion de l'emploi dans le Sud fera «désormais l'objet d'un suivi particulier».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - En s'adressant aux inspecteurs du travail, Tayeb Louh a voulu transmettre plusieurs messages à la fois. Mais, il n'en demeure, que la question du recrutement de la main-d'œuvre dans la région du sud du pays a occupé l'essentiel de son intervention. Il n'y est pas allé par trente-six chemins pour déclarer que «plus que jamais les entreprises doivent obligatoirement recourir à la main-d'œuvre locale pour la satisfaction de leurs besoins en personnel par le biais des services de l'Anem». Pour Tayeb Louh, «les donneurs d'ordres doivent inclure dans les contrats les liant aux entreprises

prestataires de service plusieurs clauses». Des articles qui font état notamment «que tout recrutement du personnel mobilisé par le prestataire dans le cadre du présent contrat doit s'effectuer en priorité par le recours à la main-d'œuvre locale et que dans le cas où les candidats orientés par les services de l'emploi habilités dans les profils demandés présentent des qualifications insuffisantes, le prestataire est tenu d'assurer leur mise à niveau à travers une formation sur site ou dans des centres de formation professionnelle, dans le cadre d'une formation à la carte». Les entreprises ciblées par ces mesures et implantées dans le Sud



Photo : New Press.

Louh ordonne aux entreprises de recourir à la main-d'œuvre locale.

sont celles issues des secteurs de l'énergie, des mines, de l'industrie ou encore du BTPH. L'instruction du Premier ministre relative à la gestion de l'emploi dans les wilayas du Sud stipule que «pour

recruter des demandeurs d'emploi hors wilaya, les entreprises sont tenues de demander des dérogations au wali de la wilaya». «Cette dérogation est accordée après avis des services compétents de l'em-

ploi quant à la disponibilité du ou des profils au niveau local», lit-on dans le document remis à la presse. La question de rémunération a été également explicitée par M. Tayeb Louh, qui dira «qu'une série de mesures ont été prises dans ce cadre pour mettre fin aux disparités salariales entre les entreprises de prestation de services et les entreprises contractantes». Le ministre a également interpellé les inspecteurs du travail «pour veiller à la mise en pratique de cette circulaire». En matière de contrôles et de sanctions, «le non-respect des dispositions des clauses entraînera la résiliation par le donneur d'ordre du contrat de prestation aux torts exclusifs du prestataire». Selon le ministre, «une liste des entreprises ayant commis des infractions à la législation nationale et qui ont fait l'objet de poursuites administratives ou judiciaires sera rendu publique».

A. B.